

Note sur les procédures et moyens mis en œuvre par
Bibliothèque et Archives nationales du Québec pour garantir
la conservation, la restitution et l'accessibilité des archives

décembre 2010

1. Mise en situation

Une partie des fonds actuellement conservés par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a été reçue en 1920, lors de la constitution des Archives de la province de Québec. Ceux-ci provenaient du Parlement, de plusieurs Palais de justice, de certains ministères, etc. Les fonds avaient connu, avant leur versement, des pertes importantes qui avaient été causées par des sinistres comme l'incendie du Parlement de Montréal, par des événements politiques comme la guerre de la Conquête, ou par une appropriation indue par leurs créateurs ou leurs utilisateurs. D'autres fonds ont été acquis par la suite pour constituer les grandes séries documentaires placées sous la garde des Archives de la province au titre d'archives privées, d'archives judiciaires, d'archives civiles ou d'archives gouvernementales.

En 1920, les Archives de la province prennent acte de leur héritage. Pierre-Georges Roy, le premier archiviste du Québec, et plusieurs autres soulignent l'absence de certains documents et dressent des inventaires de documents perdus.

Ces inventaires sont toutefois partiels, parce qu'ils reposent sur la découverte des documents dans d'autres institutions et que, bien sûr, ils ne peuvent pas prendre en compte ce qui est tombé dans l'oubli ou qui n'a pas été répertorié ailleurs.

Le système archivistique que met en place Pierre-Georges Roy est conforme à ce qui se passe alors partout au monde. Des initiés conservent des documents dont ils sont aussi les utilisateurs; c'est le temps où l'archiviste est aussi un chercheur. Cet archiviste-chercheur donne accès à d'autres initiés et leur donne parfois un accès privilégié aux fonds. Ce portrait des archives est tout aussi vrai pour les musées et les bibliothèques. Depuis cette période, de nouvelles façons de faire ont été mises en place qui consolident la gestion des archives et nous mènent aux mesures de sécurité actuelles.

2. La conservation des archives

Selon l'article 15.1 de sa loi constitutive, BAnQ a pour mission « d'assurer la conservation d'archives publiques, d'en faciliter l'accès et d'en favoriser la diffusion. Il est aussi chargé de promouvoir la conservation et l'accessibilité des archives privées ».

BAnQ conserve ainsi 59 kilomètres linéaires de documents textuels correspondant à plusieurs millions de documents, auxquels il convient d'ajouter 15 millions de photographies, de films, de documents sonores, de plans, etc. Ces documents sont réunis dans près de 4 200 fonds d'archives, couvrant une période allant du milieu du xv^e siècle à nos jours.

Les neuf centres d'archives de BAnQ, ainsi que le point de service de Gaspé, disposent des locaux et des équipements permettant d'assurer les meilleures conditions de conservation aux documents, que ce soit en termes de température, d'humidité, d'aménagement des magasins, de détection des sinistres ou d'intrusions dans les édifices.

2.1 Mesures de sécurité en vigueur dans les centres d'archives

Mesures concernant les utilisateurs :

- Les originaux ne sont manipulés qu'en cas de nécessité; les documents sont consultés sous forme de copies (numérisées ou microfilmées) dans près de 75 % des cas.
- Les visiteurs des centres d'archives doivent s'enregistrer.
- Ils doivent déposer leurs effets personnels inutiles à leur recherche dans des casiers.
- À Québec et à Montréal, seuls les abonnés aux services de BAnQ peuvent consulter des documents originaux ; de cette façon, BAnQ dispose des informations permettant éventuellement de retracer les personnes qui ont eu accès aux originaux. Cette démarche est transparente pour les utilisateurs qui consultent des originaux : ils savent que la transaction est enregistrée, ce qui constitue une mesure dissuasive.
- Le système de localisation des documents dans les magasins est conçu expressément pour rendre le repérage difficile pour des non-initiés.
- Les usagers voient, à Québec et à Montréal, le contenu de leur sac vérifié à la sortie.

- Dans le cas du centre de Montréal, plus de 35 caméras pointent sur les lieux publics et sur l'entrée de tous les magasins d'archives, et deux postes de visionnement distincts permettent à des agents de vérifier les déplacements et le comportement des utilisateurs.
- Seuls les employés ont accès aux magasins.

Mesures concernant les employés:

- Les employés de BAnQ s'engagent à mettre en application le *Règlement relativement au Code d'éthique des employés de BAnQ* dont l'article 18 précise que : « L'employé de BAnQ ne doit pas confondre les biens de BAnQ avec les siens et il ne peut utiliser de tels biens à son profit ou au profit de tierces personnes ».
- Les associations professionnelles des archivistes et des techniciens en documentation, corps d'emploi regroupant les employés les plus en mesure de connaître la valeur d'un document, ont elles aussi des codes de déontologie qui encadrent l'action de ces employés au sein de BAnQ.
- Seuls les employés habilités ont accès aux magasins, parce qu'ils sont ceux qui donnent accès aux documents ou qui en réalisent le traitement.
- Dans le cas du Centre d'archives de Montréal, le système de sécurité permet de lier l'ouverture d'une porte avec la carte magnétique de l'employé qui permet cette ouverture.

3. La restitution de documents

En tant qu'institution nationale responsable de rassembler, conserver et diffuser le patrimoine québécois, BAnQ met tout en œuvre pour assurer la meilleure gestion des documents originaux dont elle a la garde. Malheureusement, à des époques où les pratiques en matière de sécurité étaient moins rigoureuses qu'aujourd'hui, des documents d'archives aussi bien que des œuvres d'art de toute nature ont disparu dans de nombreuses institutions, au Québec et ailleurs. Bien sûr, l'on souhaiterait récupérer ces biens culturels pour qu'ils soient préservés là où ils ont été créés. Toutefois, en droit international, les règles applicables en matière de restitution sont fort complexes et il ne suffit pas qu'un propriétaire spolié

réclame des documents pour qu'ils lui soient automatiquement restitués¹.

3.1 La convention internationale

La *Convention d'UNIDROIT² sur les biens culturels volés ou illicitement exportés* (1995)³ s'intéresse spécifiquement aux biens culturels illicitement exportés⁴. Bien qu'il ne soit pas assuré que BANQ puisse se réclamer *stricto sensu* de cette *Convention*⁵, cette dernière représente un guide reconnu en la matière et c'est sur ses principes que BANQ s'appuie.

L'article 4, paragraphe 1, de la *Convention* précise que « le retour des biens culturels illicitement exportés peut également être ordonné si l'État requérant établit l'importance culturelle que l'objet revêt pour son patrimoine; le détenteur ou acquéreur de bonne foi qui doit restituer un bien culturel a droit au paiement, au moment de sa restitution, d'une indemnité équitable à condition qu'il n'ait pas su ou dû raisonnablement savoir que le bien était volé et qu'il puisse prouver avoir agi avec la diligence requise lors de l'acquisition ».

Par ailleurs, la *Convention* prévoit également (article 3, paragraphe 3) que : « Toute demande de restitution doit être introduite dans un délai de trois ans à compter du moment où le demandeur a connu l'endroit où se trouvait le bien culturel et l'identité du possesseur et, dans tous les cas, dans un délai de cinquante ans à compter du moment du vol ». Les cas relatés dans le reportage publié dans le journal *Le Devoir* les 23 et 24

-
1. Winkworth c. Christie's Ltd [1980] 1CH 496, p. 500 fournit un exemple éclairant de cette complexité. Des objets d'art volés à un citoyen britannique puis vendus à un ressortissant italien ont pu être revendus en Grande-Bretagne par Christie's sans que le propriétaire original ne soit compensé. L'exemple est cité dans le rapport du *Comité intergouvernemental pour la promotion du retour de biens culturels à leur pays d'origine ou de leur restitution en cas d'appropriation illégale* de l'UNESCO (CLT-2005/CONF.2/INF.2
 2. UNIDROIT est le nom courant de l'Institut international pour l'unification du droit privé. L'Institut fut créé en 1926 comme organe auxiliaire de la Société des Nations; après la dissolution de celle-ci, il fut reconstitué en 1940 en vertu d'un accord multilatéral. UNIDROIT compte parmi ses membres des États appartenant aux cinq continents représentant divers systèmes juridiques, économiques et politiques, ainsi que des traditions culturelles différentes. UNIDROIT compte 63 États membres.
 3. www.unidroit.org/french/conventions/1995culturalproperty/1995culturalproperty-f.htm.
 4. Mieux connue, la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses protocoles (1954 et 1999, aussi appelée Convention de La Haye) ne s'applique pas dans notre contexte.
 5. Un avis juridique sur le sujet a été demandé au professeur Charles-Emmanuel Côté de la Faculté de droit de l'Université Laval.

novembre derniers seraient par conséquent soumis à ce délai de prescription puisque les documents sous la garde de l'Université Harvard et de la Newberry Library et le journal du Sieur Caillot n'étaient plus en la possession des Archives il y a cinquante ans.

3.2 Le principe de territorialité

Le cas du journal du Sieur Caillot permet d'évoquer un autre principe appliqué par BAnQ : celui de la territorialité, couramment appliqué en archivistique depuis les années 1980, qui veut que des documents soient conservés là où ils ont été créés puisque c'est généralement là qu'ils sont de la plus grande utilité⁶. La lecture d'une transcription du manuscrit conservé au Centre d'archives de Québec nous apprend que le journal relate d'une manière remarquable le séjour de Caillot en Louisiane et à la Nouvelle-Orléans en 1729-1730. Avant que ne s'impose cette préoccupation territoriale, le journal a bien été acheté par les Archives de la province, en 1940, mais du point de vue de sa valeur pour la recherche, autant que comme symbole de la présence française à la Nouvelle-Orléans, c'est en toute légitimité que le document acheté chez Christie's par The Historic New Orleans Collection peut être conservé à la Nouvelle-Orléans⁷.

Le principe de territorialité est, par ailleurs, le fondement de la constitution du réseau des centres d'archives de BAnQ et il a prévalu lorsque, à la création de certains centres d'archives agréés, BAnQ (et les Archives nationales d'alors) y a déposé des fonds privés qu'elles avaient d'abord acquis.

6. Ce principe est appliqué par plusieurs pays dans le cadre de la démarche d'acquisition d'archives (Belgique, Suisse, Italie, Allemagne, etc.). Il est aussi enseigné dans les écoles de formation en archivistique de la francophonie.

7. Il convient de noter que l'Agence des services frontaliers du Canada, qui délivre les licences permettant l'exportation des biens culturels, a permis la sortie de ce document sur la base de l'opinion d'un expert qui soulignait que le document portait sur l'histoire américaine, sur la Nouvelle-Orléans en particulier. Lorsque la licence n'est pas accordée, le demandeur de la licence d'exportation peut faire appel à la Commission d'examen des exportations de biens culturels, qui informe les établissements et les administrations publiques désignés de la disponibilité du bien. À ce sujet, voir <http://cbsa-asfc.gc.ca/publications/dm-md/d19/d19-4-1-fra.pdf> et <http://www.pch.gc.ca/pgm/bcm-mcp/cebc-cperb/index-fra.cfm#a2>. L'émission de la licence par l'Agence des services frontaliers du Canada a fait en sorte que BAnQ n'a pas été informée de l'exportation du journal et n'a pu se manifester avant la vente chez Christie's.

3.3 La Loi sur les biens culturels du Québec

La *Loi sur les biens culturels du Québec* précise que « Tout bien meuble reconnu qui a été perdu ou volé peut être revendiqué par le ministre pour le compte de son propriétaire » (article 19). Certes, certains fonds d'archives québécois ont été reconnus comme biens culturels dans le passé, mais cette reconnaissance n'est pas systématique et elle doit se faire au cas par cas. Par exemple, les documents dont il est question dans le reportage publié dans le journal *Le Devoir* les 23 et 24 novembre derniers n'avaient pas fait l'objet de cette reconnaissance avant leur disparition, au siècle dernier.

3.4 L'achat d'archives

S'inspirant des meilleures pratiques reconnues sur le plan international, la communauté archivistique québécoise n'a jamais encouragé l'acquisition par voie d'achat afin de ne pas favoriser la surenchère et le développement d'un marché pour les archives. Les archivistes insistent au contraire pour que les archives soient données par leurs détenteurs.

Au moment de la fusion, en 2006, des Archives nationales du Québec avec la Bibliothèque nationale du Québec, un budget a été consacré à titre expérimental à l'achat d'archives. En 2008-2009, ce budget représentait 60 000 \$ et, en 2009-2010, 50 000 \$. Après quelques années, constatant que malgré la prudence de ses gestionnaires, la disponibilité des fonds avait permis l'émergence d'un « marché », BAnQ a décidé d'abolir ce budget.

4. L'accessibilité des documents

BAnQ fait tous les efforts possibles et utilise ses ressources avec un maximum d'efficacité afin de rendre accessible le patrimoine documentaire québécois qui, rappelons-le, est constitué de plusieurs millions de documents. Lorsque des éléments de notre patrimoine sont dispersés dans d'autres institutions et, parfois, dans d'autres pays, notre premier souci est de nous assurer que ces documents soient rendus accessibles aux chercheurs québécois. Dans ce contexte, nous privilégions l'obtention de copies plutôt que le recours à des procédures lourdes, elles-mêmes coûteuses, et dont le résultat est incertain visant la récupération des originaux. Grâce aux nouvelles technologies, la numérisation des documents représente le meilleur moyen de satisfaire les besoins des utilisateurs tout en faisant le meilleur usage de nos ressources financières.

BAnQ conserve aussi des centaines de microfilms reproduisant des documents intéressants pour l'histoire du Québec qui sont conservés par Bibliothèque et Archives Canada ou par *the National Archives* en Grande-Bretagne. Ces documents conservés à l'extérieur du Québec s'ajoutent aux centaines de milliers de documents numérisés, textuels, photographiques, cartographiques ou filmiques qui peuvent être consultés sur le portail Internet de BAnQ, à partir de n'importe où dans le monde. Ils complètent les milliers de microfilms d'actes notariés, d'enregistrements d'état civil ou d'archives judiciaires qui peuvent être consultés dans nos neuf centres d'archives. Les chercheurs amateurs et les historiens ont donc accès à une matière riche et abondante qui dépasse de beaucoup le corpus constitué par les seuls originaux détenus par BAnQ.